



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/40/555

S/17402

15 août 1985

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarantième session
Point 25 de l'ordre du jour provisoire*
POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT
SUD-AFRICAIN

CONSEIL DE SECURITE
Quarantième année

Lettre datée du 15 août 1985, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte du décret, signé le 9 août 1985 par le Président de la République fédérative du Brésil, imposant des sanctions volontaires contre l'Afrique du Sud, dans l'esprit des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

Le Gouvernement brésilien vous serait obligé de bien vouloir faire distribuer la présente note ainsi que le texte susmentionné comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 35 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim,

(Signé) Henrique R. VALLE

* A/40/150.

ANNEXE

Décret présidentiel

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 81, point III, de la Constitution, et

Considérant que le régime d'apartheid contrevient de façon flagrante aux principes de démocratie et d'harmonie raciale en vigueur au Brésil et mérite par conséquent la légitime répugnance des couches les plus diverses de la société brésilienne,

Considérant que la politique d'apartheid attente à la conscience et à la dignité de l'humanité, qu'elle est incompatible avec la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme et qu'elle constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales,

Ayant présent à l'esprit la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité des Nations Unies qui imposait un embargo obligatoire sur la vente d'armes à l'Afrique du Sud,

Prenant également en considération toutes les autres résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité des Nations Unies, notamment les résolutions 473 (1980), 558 (1984), 566 (1985) et 569 (1985) du Conseil de sécurité, par lesquelles les Etats Membres sont instamment priés d'imposer des sanctions volontaires contre l'Afrique du Sud en raison de la politique d'apartheid menée par le gouvernement de ce pays,

Rappelant que le Brésil s'est scrupuleusement conformé à l'interdiction de la vente d'armes à l'Afrique du Sud,

Rappelant en outre que le Brésil a suivi une politique consistant à refréner tous les contacts avec l'Afrique du Sud dans les domaines des sports, de la culture et de l'art, conformément aux recommandations des Nations Unies,

Tenant compte de la détérioration de la situation en Afrique du Sud et de la violente répression lancée par le Gouvernement sud-africain en réponse aux revendications légitimes de la population noire d'Afrique du Sud, répression qui est sévèrement condamnée par l'opinion publique nationale et internationale,

Estimant par conséquent opportun de regrouper en un seul et même instrument juridique les décisions politiques et les mesures administratives prises par le Gouvernement brésilien en ce qui concerne l'application de sanctions obligatoires ou volontaires contre l'Afrique du Sud,

DECRETE

Article 1. Est interdite toute activité impliquant des échanges culturels, artistiques ou sportifs avec l'Afrique du Sud.

Article 2. Est interdite l'exportation de pétrole et de produits dérivés du pétrole à destination de l'Afrique du Sud et du territoire illégalement occupé de la Namibie.

Article 3. Il est interdit de fournir à l'Afrique du Sud des armes et du matériel connexe de quelque type que ce soit, y compris de lui vendre ou de lui livrer des armes et des munitions, des véhicules et équipements militaires et du matériel destiné à la police paramilitaire, ainsi que des pièces de rechange pour l'un quelconque des produits susmentionnés.

Article 4. Il est également interdit de fournir à l'Afrique du Sud des équipements, du matériel, des licences et des brevets pour la fabrication et l'entretien des produits énumérés à l'article 3 du présent décret.

Article 5. Le chargement et le transbordement, sous quelque motif ou condition que ce soit, des équipements ou matériels visés aux articles 3 et 4 du présent décret, s'ils sont destinés à l'Afrique du Sud ou au territoire de la Namibie illégalement occupé, sont interdits sur l'ensemble du territoire national, y compris dans son espace aérien et ses eaux territoriales.

Toute violation des dispositions du présent article entraîne la saisie et la confiscation des biens en question.

Article 6. Les ministères et autres services publics compétent prennent les mesures nécessaires pour garantir l'application des dispositions du présent décret.

Article 7. Toute disposition allant à l'encontre du présent décret est annulée.

Brasilia, le 9 août 1985, 164ème année de l'Indépendance et 97ème année de la République.

